

Edito

Dans une dizaine de jours, dimanche prochain, aura lieu le premier tour des élections départementales. Des élections qui vont permettre d'élire les conseillers départementaux de chaque canton nouvellement redessiné. A eux, ensuite, la lourde tâche, de défendre les intérêts de leur territoire. Construction et gestion des collèges, transports scolaires, entretien des routes départementales, aides aux personnes âgées, handicapées, aide au logement... Les enjeux de ces élections sont capitaux. Et pourtant... Pourtant on peut s'en rendre compte chaque jour, les départementales ne passionnent pas les Français. D'ailleurs les pronostics les plus fous prévoient des taux d'abstention record. Comme ils prévoient aussi un score jamais atteint pour le FN de Marine Le Pen tant il est vrai que lorsque les électeurs ne se bousculent pas à l'isoloir, c'est pour le plus grand bonheur du Parti de la Haine. Il reste encore une dizaine de jours pour convaincre amis, famille, voisins pourquoi pas, de l'intérêt d'aller voter, et surtout de leur faire réaliser le danger d'un choix aux lourdes conséquences. Car il ne faut pas se voiler la face, une majorité FN au Département signerait un virage à 180° dans la politique sociale qui est menée depuis des années. C'est ce virage que réclament beaucoup trop de Français, séduits par le discours simpliste de la frontiste en chef. « Il y a trop d'aides en France », « on aide les feignants et pas ceux qui bossent », « ce sont toujours les mêmes qui touchent les subventions »... Voilà ce qu'on peut entendre de la part de personnes qui souvent devraient réfléchir davantage. Car le FN fait, par exemple, généralement des gros scores chez les agriculteurs, qui survivent de ces mêmes aides que dénonce le parti qu'ils chérissent. Ils pourraient donc bien voter pour des hommes et femmes qui ensuite leur couperaient les vivres...

Du côté de l'emploi... Tout va bien (si, si...)

Euh, pas vraiment si l'on en croit la presse locale qui a rendu compte la semaine dernière du bilan de l'activité économique de la côte d'opale, réalisé par la chambre de commerce et la banque de France. Un bilan pas très agréable, ce sont de mauvais résultats, et qui a de quoi « filer le bourdon » quand on sait que les chiffres pour 2015 pourraient être « du même tonneau ».

Finalement, il ne doit rester que madame Bouchart et ses amis pour croire que tout va bien, que tout ira encore mieux quand les projets qu'elle nous annonce depuis des années se seront réalisés.

En attendant, le nombre de demandeurs d'emplois n'en finit plus de progresser, le nombre de défaillance d'entreprises bas tous les records, le nombre de créations d'entreprises est en recul et même les crédits mobilisés pour l'activité économique sont aujourd'hui inférieurs à la moyenne nationale. Une réalité qui touche toute la Côte d'Opale évidemment, mais pas de manière identique. Un fait qui met une fois de plus à mal, la théorie de la droite qui prétendait hier encore que seuls les Communistes et la Gauche faisaient fuir les entreprises, et que dès lors que la droite était au pouvoir, tout allait ou irait pour le mieux dans le meilleur des monde. Que ces braves gens veuillent bien dès lors nous expliquer pourquoi les créations d'entreprises reculent plus à

Calais qu'ailleurs ? Pourquoi les défaillances d'entreprises sont beaucoup plus importantes à Calais, qu'à Boulogne ou Dunkerque ?

Des constats qui démontrent également que toutes les politiques d'austérité menées ces dernières années, tant sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy

moyens ne jouent plus leur rôle d'amortisseur dans la crise particulièrement longue que nous vivons.

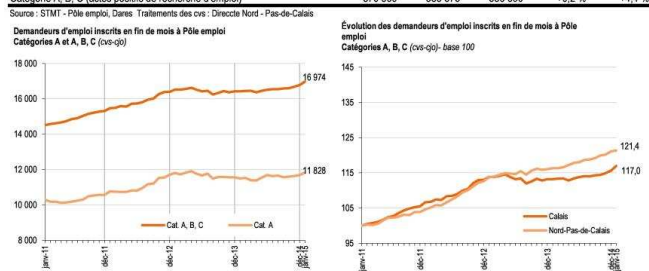
Ce contexte se renforce avec la politique permanente de recherche du profit maximum immédiat. Contrairement aux dénégations régulièrement avancées, l'heure est plus que jamais à la capitalisation boursière, à la volonté de faire des coups qui enrichissent vite. Sûrement pas à la construction, sur le long terme, d'un tissu industriel qui réponde aux besoins de nos populations et contribue à aménager nos territoires.

Évidemment, et tant mieux, certains secteurs s'en sortent mieux que les autres et enregistrent des créations d'emplois. C'est le cas de l'hôtellerie. Mais les créations d'emplois ne sont pas à la hauteur des besoins qui se renforcent des nombreuses défaillances.

Il est grand temps que le projet de Port 2015 puisse démarrer et jouer son rôle de dynamiseur. A condition de servir en priorité le tissu économique local et pas de faire la part belle à la sous-traitance en provenance de pays à bas coût. Un chantier qui peut vraiment être d'une utilité forte pour le territoire et toute la Côte d'Opale encore une fois à condition que de nouveaux coups durs ne viennent pas anéantir les efforts entrepris, et nous pensons particulièrement à My Ferry Link, Tioxide, l'activité commerciale...

DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À PÔLE EMPLOI FIN JANVIER 2015
SUR LA ZONE D'EMPLOI DE CALAIS

Données CVS-CJO	Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi			Unités : nombres et %	
	Janvier 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Variation sur un mois	Variation sur un an
Calais					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	11 500	11 691	11 828	+1,2 %	+2,9 %
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	1 936	1 849	1 915	+3,6 %	-1,1 %
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	2 992	3 259	3 231	-0,2 %	+9,0 %
Catégorie A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	16 427	16 778	16 974	+1,2 %	+3,3 %
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	1 021	990	842	-14,9 %	-17,5 %
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	1 374	1 245	1 246	+0,1 %	-9,3 %
Nord - Pas-de-Calais					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	260 675	266 868	267 592	+0,3 %	+2,7 %
Catégorie A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	370 569	385 873	386 690	+0,2 %	+4,4 %



que sous l'impulsion de François Hollande, loin de régler les problèmes au contraire les aggravent. Ainsi les reculs d'investissements des collectivités territoriales pour cause de réduction des moyens pèsent sur les travaux publics. L'encadrement des salaires et les reculs de pouvoir d'achat pèsent sur la consommation et donc sur le commerce et les services à la personne, l'attribution trop restrictive des prêts aux entreprises et aux particuliers amène à un recul de l'investissement, à des défaillances qui auraient pu être évitées, à un recul de l'activité de construction de logements. Les services publics privés de

Le dessin



On y pense

Vous pouvez noter que les permanences des élus Communistes et Républicains ont lieu chaque mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14 h 30 à 18 h.

Pour toute rencontre particulière, une demande de rendez-vous est préférable en appelant à ces mêmes heures au 03 21 36 39 79.

Permanence au 194-196 Bd de l'Égalité à Calais

On le note

N'hésitez pas à reprendre vos bonnes habitudes en passant à l'Atelier

chaque vendredi soir dès 18 h 30

L'occasion d'échanger sur l'actualité calaisienne, de faire un petit bonjour aux copains, de boire un petit café...

My Ferry Link

Blocage du port : un simple avertissement

Les salariés de « My Ferry Link » inquiets pour leur avenir, et surtout dans l'attente d'un soutien plus actif du gouvernement, ont tenu à montrer qu'ils n'étaient pas disposés à attendre sagement leur condamnation au chômage. Ils ont donc décidé le mardi 10 mars de s'exprimer dans la lutte. Assemblée générale à bord des navires, interruption des traversées de 12 h à 18 h, conférence de presse à 15 h dans le terminal ferry.



Crainte pour l'avenir, volonté de défendre leur emploi et de se faire entendre, la réaction des salariés se comprend aisément.

Une réaction qui est une première depuis presque 3 ans, puisque les salariés ont jusqu'ici donné beaucoup pour faire la démonstration de leur savoir-faire, pour assurer la pérennité de leur entreprise. Des efforts couronnés de succès puisque la société a battu des records de remplissage des navires, arrive à l'équilibre des comptes. Une situation qui, dans bien des cas, ravirait tout le monde, mais qui, dans le cas présent, se trouve bousculée par la volonté des Britanniques d'interdire (à compter de début juillet) l'accostage des navires MFL à Douvres.

Un mouvement qui a permis aux élus présents d'exprimer un soutien aux salariés, d'évoquer des pistes pour l'avenir. Pour ce qui concerne les élus communistes et

républicains, Jacky Hénin devait appeler à des positions permettant aux salariés de poursuivre leur aventure "scopienne".

Il devait également déclarer : « vous ne demandez pas la charité, vous demandez que l'on vous prête de l'argent pour pouvoir continuer à travailler. Des emprunts que vous serez capables de rembourser à la vue des chiffres actuels. Il importe donc qu'une table ronde ait lieu au plus vite pour permettre la mobilisation des collectivités territoriales qui annoncent régulièrement leur soutien. La question de garanties d'emprunts se pose, comme se pose la question de la mobilisation d'organismes

comme la caisse des dépôts et consignations..., ou encore la constitution d'un pool bancaire. »

Il n'y aura finalement que le représentant de la direction pour ne pas trouver logique l'inquiétude des salariés, et surtout le président de la CCI qui, lui, croit dur comme fer que rien n'a changé depuis 3 ans. C'est en partie vrai, pas pour My Ferry Link, mais pour la société à objets sportifs dont il est l'actionnaire principal, qui ne fait que réclamer et réclamer et dépenser toujours plus d'argent public, provenant des impôts locaux de nombreux salariés de MFL. C'est vrai que là, il faudrait...

Social

Mourir pour moins cher

Un fait divers tragique a marqué l'actualité du Calvados la semaine dernière. Un ouvrier de nationalité roumaine est décédé sur un chantier situé sur la commune des Attaques, quand deux autres salariés de la même nationalité ont été blessés.

Certains diront : un fait divers certes tragique, mais somme toute banal.

Pas pour nous qui donnons à la vie une valeur qui va bien au-delà des quelques économies réalisées par un appel à la sous-traitance.

Car c'est de cela dont nous parlons. Bien sûr, on va nous dire que l'enquête n'a pas encore déterminé ce qui s'était réellement passé..., que peut-être il ne s'agit que d'un simple accident...

Évidemment rien à voir avec le fait de traiter avec une entreprise belge qui était moins chère que les entreprises françaises, une entreprise belge qui, pour être dans les prix et probablement prendre un bénéfice plus important, a passé contrat avec un sous-traitant venu de Roumanie. Un sous-traitant qui, probablement pour s'en sortir convenablement financièrement, a réduit au maximum les moyens, a choisi des matériels pas forcément les meilleurs en terme de sécurité.

Sympathique société où l'on peut toujours trouver moins cher, et où l'on peut mourir en silence, dans l'indifférence, pour moins cher !

Deux choses à ajouter. Celui qui a fait le choix de la sous-traitance moins chère, pourrait bien le regretter tant les ennuis qu'il risque d'avoir vont le perturber. Comment ne pas comprendre la colère sociale qui enflamme au point d'exploser, quand les salariés hautement qualifiés de notre région (privés d'emplois) voient la concurrence européenne agir de la sorte.

Il est temps, grand temps, de construire une autre vision de l'Europe, une vision qui laisse les salariés en vie et leur permette d'avoir une vie digne.

Solidarité

« Solidarité avec le peuple kurde » : un débat pour partager la connaissance

Le 8 mars se déroulait la Journée internationale de la Femme, et les communistes avaient organisé le matin (un dimanche) à partir de 09h30 un débat sur : « Solidarité avec le peuple Kurde engagé contre Daesh, pour un projet démocratique ».

Même les plus optimistes n'avaient pas manqué d'exprimer leurs craintes sur la participation. Quant aux plus féministes ils/elles s'interrogeaient sur l'aspect « 8 mars » du débat.

Eh bien figurez-vous que les uns et les autres sont repartis enchantés du débat, de la participation.

Une réalité qui doit beaucoup, pour le débat, à Sylvie Jan présidente de l'association Solidarité France-Kurdistan, qui a su, avec des mots simples remplis d'humanité faire partager la réalité quotidienne du peuple kurde. La participation à la soif d'apprendre de nombreux membres de la communauté kurde a fait le reste.

Une cinquantaine de participants, auxquels Sylvie Jan a commencé par expliquer que le renforcement de son engagement pour la cause kurde était né du combat pour défendre Leila Zana première femme

député au Parlement turc (d'origine kurde) qui, en prononçant à la fin de son premier discours au parlement une phrase en Kurde, savait qu'elle risquait la mort. Elle insista en déclarant que la création de l'association qu'elle préside, avait été décidée pour poursuivre le travail de son amie Rojbin Dogan militante kurde assassinée à Paris. On était vraiment dans le cadre du 8 mars.

C'est de géopolitique dont on parla ensuite, d'un peuple écartelé entre plusieurs états, d'un peuple qui doit, depuis tant d'années, se battre pour voir ses droits reconnus. D'un peuple dont les enfants sont emprisonnés dans les pires conditions, d'un peuple dont l'Europe se soucie bien peu, préférant faire la sourde oreille aux souffrances pour signer des contrats commerciaux avec la Turquie.

Bien évidemment la question des kurdes de Syrie et de Kobané est venue sur le tapis. Une réalité politique qui montre un peuple en capacité de construire un projet particulièrement en pointe du point de vue démocratique, à telle enseigne que l'on peut se demander si ce n'est pas pour cela que d'aucun auraient souhaité que Daesh écrase les combattants



Jacky Hénin aux côtés de Sylvie Jan pendant un débat très instructif.

kurdes : femmes et hommes.

La question des besoins humanitaires et de la solidarité fut également abordée. Une question qui de nouveau démontra que tout était fait pour ne pas aider ceux qui en avaient le plus besoin, pour ne pas déplaire au pouvoir turc. Singulière conception d'une France terre d'asile et protectrice des minorités, orientant l'aide vers un territoire plutôt qu'un autre, ignorant les cris de souffrance.

C'est par une réflexion sur l'organisation d'une opération de solidarité et d'un nouvel échange sur la question kurde autour du film : « Ez Kurdim », que le débat s'acheva. Une initiative particulièrement appréciée par tous les participants.